

Les impasses de la contre-insurrection

Edward Nicolae Luttwak, Thomas Richard

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2006/4 Hiver, PAGES 849 À 861
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

DOI 10.3917/pe.064.0849

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-4-page-849?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les impasses de la contre-insurrection

Par **Edward N. Luttwak**

Edward N. Luttwak, ancien conseiller auprès du Conseil national de sécurité, du chef d'état-major de la Maison-Blanche, du Département de la défense et du Département d'État, est *Senior Fellow* au Center for Strategic and International Studies (Washington, DC). Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Le Paradoxe de la stratégie* (Paris, Odile Jacob, 1989 pour la traduction française).

Texte traduit de l'américain par Thomas Richard

Les nouvelles recommandations des généraux américains pour faire face à l'insurrection irakienne risquent de s'avérer vaines. Celles-ci traduisent en effet les réticences des responsables politiques américains à gouverner directement les territoires envahis. Pourtant, les recettes d'une contre-insurrection réussie sont connues. Elles sont applicables en Irak comme sur d'autres théâtres, mais le refus éthique et inévitable de les mettre en œuvre place les occupants dans une situation difficile.

politique étrangère

Les armées modernes restent structurées pour la grande guerre, mais les sociétés développées, dont les familles réduites ont peu de garçons à sacrifier, tolèrent mal les pertes – même les « belliqueux » Américains comptent gravement leurs morts en Irak : en trois ans, on en dénombre moins de 3 000, soit moins que le nombre de tués en un seul jour de bataille des guerres précédentes. Ce refus du sang qui alimente le conflit diminue heureusement la tentation des sociétés développées de se faire la guerre (« pas d'enfants, pas de guerre »), à moins qu'on ne pense qu'une guerre pourrait être entièrement ou très largement aérienne ou navale. Ceci est difficile à imaginer sauf si des îles étaient impliquées, comme dans le cas d'une guerre entre la Chine et Taiwan, elle-même improbable pour d'autres raisons.

Les forces aériennes et navales peuvent être employées contre un ennemi moins développé et assez imprudent pour se reposer sur une défense conventionnelle régulière, mais l'on peut sérieusement douter de l'utilité des forces terrestres de pays développés qui ne tolèrent plus les pertes. Après avoir imposé un blocus à l'ennemi, bombardé pour couper

les réseaux électriques, de transport et de communication, après avoir exécuté suffisamment de sorties aériennes pour bloquer les autoroutes, détruire les avions, les missiles, les installations nucléaires s'il y en a, couler les navires et mis en déroute toute force mécanisée déployée – comme les États-Unis l'ont fait en Irak en 1991, en partie en 2003, et comme ils pourraient le faire en Iran –, il ne resterait guère de rôle pour les forces terrestres, sauf celui de déloger l'ennemi du territoire qu'il avait pu occuper ou occuper le sien, toutes manœuvres qui entraîneraient des pertes et pourraient déclencher une insurrection.

Face à une insurrection, les forces navales et aériennes ont peu d'utilité. Les soulèvements ont rarement une dimension maritime importante (le cas sri-lankais faisant exception). L'armée de l'air peut surveiller et transporter, mais les insurgés constituent rarement des cibles stables et contrastées pouvant être attaquées depuis les airs. L'essentiel du travail revient donc aux forces terrestres. Quand l'assaillant est plus développé que son adversaire, elles disposent d'un fort avantage en termes de puissance de feu, de mobilité et de cohérence opérationnelle, mais elles n'ont plus d'ennemi visible à combattre et les méthodes tactiques habituelles ne peuvent être appliquées. Restent les méthodes de la contre-insurrection, mais fonctionnent-elles réellement ? Les insurgés ne gagnent pas toujours ; en fait, le plus souvent, ils perdent, mais leurs défaites ne peuvent que rarement être attribuées à la guerre contre-insurrectionnelle.

La théorie de la contre-insurrection

Deux généraux américains qui se sont distingués en Irak, le général James N. Mattis du Marine Corps (corps des Marines) et le général David H. Petraeus de l'US Army (armée de terre), chacun en charge de l'entraînement et du commandement doctrinal de son armée, ont récemment fait circuler la première version d'un manuel de « contre-insurrection » (FM 3-24 Draft¹).

Après un premier chapitre de définitions, qui doit être présent dans tout manuel militaire – sa fonction élémentaire est de fournir un langage commun : le champ de bataille n'est pas le lieu pour un débat sémantique –, le deuxième chapitre – « Intégrer les activités civilo-militaires » – souligne la nature essentiellement politique du combat contre les insurgés. Ce n'est pas vraiment une découverte et pourtant il reste nécessaire d'affirmer ce qui devrait être une évidence : au cœur des frustrations que génère l'insaisissabilité de l'ennemi, il est difficile de ne pas penser qu'une nouvelle tactique ou une nouvelle technologie ingénieuse pourrait réussir.

1. Disponible sur <www.fas.org/irp/doddir/army/fm3-24fd.pdf>.

Quel soutien populaire ?

La proposition qui suit, bien plus contestable, est pourtant présentée comme évidente, à savoir qu'une condition nécessaire, sinon suffisante, de la victoire est de fournir ce que les insurgés ne peuvent offrir : des services publics, une reconstruction, l'espoir d'un développement économique et social. L'hypothèse est qu'il n'y a qu'une sorte de politique dans le monde, où le soutien populaire est important, sinon décisif, et qu'il ne peut être gagné qu'en proposant un meilleur gouvernement. L'extraordinaire persistance des dictatures sous leurs formes diverses montre pourtant qu'un gouvernement n'a pas besoin de soutien populaire s'il est assuré de l'obéissance... De même, un meilleur gouvernement est certainement souhaité en France, en Norvège ou aux États-Unis, mais sûrement pas en Afghanistan ou en Irak, où beaucoup préfèrent une oppression cléricale indigène aux libertés offertes par les envahisseurs étrangers.

Le terme même de guérilla, qui de nos jours se réfère à une tactique, a d'abord été utilisé pour décrire le soulèvement des pauvres d'Espagne, sous la direction de leurs oppresseurs traditionnels, contre leurs libérateurs supposés. Le 6 juillet 1808 fut présenté au roi d'Espagne Joseph un projet de constitution qui, pour la première fois dans l'histoire du pays, proposait un pouvoir judiciaire indépendant, la liberté de la presse et l'abolition des privilèges de l'aristocratie et du clergé. Abbayes, monastères et évêchés possédaient alors les bâtiments et la terre de 3 148 villes et villages. Les paysans espagnols ne se sont pas soulevés pour demander l'application immédiate de la nouvelle constitution qui les aurait libérés : ils obéirent aux prêtres qui les envoyaient combattre les innovations impies des envahisseurs étrangers. C'était cela qui importait aux Espagnols : non ce qui était proposé, mais qui le proposait.

En 1799, il en avait été de même à Naples : les libéraux, soutenus par les Français, furent massacrés par ces mêmes paysans qu'ils voulaient émanciper, rassemblés au sein de la milice de la Sainte Foi (Santa Fede) par le cardinal Fabrizio Ruffo, par ailleurs membre de la plus grande famille de propriétaires terriens de Calabre, qui entraînait lui-même, à cheval, ses hommes à l'attaque. Ruffo persuada sans mal ses disciples que les promesses d'améliorations matérielles étaient sans fondement et que l'objectif des Français et des libéraux au service de Satan était de détruire la religion catholique.

En Afghanistan ou en Irak – et malgré l'inclusion sans effet de l'islam dans la nouvelle constitution irakienne –, émergent des chefs de guerre religieux tout aussi prêts à la violence que le cardinal Ruffo. Depuis l'invasion de 2003, les clercs, sunnites ou chiites, ont répété jusqu'à plus

soif que les Américains et leurs alliés « chrétiens » étaient en Irak pour détruire l'islam dans son berceau culturel et pour voler le pétrole du pays. Ils voient le discours sur la démocratie et les droits de l'homme comme une pure hypocrisie – sauf en ce qui concerne les droits des femmes : une propagande pour inciter les femmes et filles irakiennes à déshonorer leurs familles en imitant l'impudeur et l'insolence des Occidentales.

La grande majorité des Afghans et des Irakiens, auditeurs assidus à la mosquée, illettrés ou semi-éduqués, croient leurs autorités religieuses. L'alternative serait de croire l'incroyable : que des étrangers désintéressés versent leur sang et leur argent pour les aider. Eux-mêmes

**Les Américains et leurs alliés
sont considérés comme les pires
des envahisseurs, venus voler
aux musulmans irakiens
leur territoire, leur pétrole,
leur religion et leur honneur**

n'envahiraient jamais un pays, sauf pour le piller, comme l'Irak au Koweït... En Irak, comme de nombreux sondages et d'innombrables incidents le démontrent, les Américains et leurs alliés sont considérés comme les pires des envahisseurs, venus voler aux musulmans irakiens leur terri-

toire, leur pétrole, leur religion et l'honneur de leurs familles. En Turquie, un récent film à succès montre un médecin juif américain opérant des Irakiens, non pour leur sauver la vie, mais pour prélever leurs reins qu'il envoie aux États-Unis pour son profit personnel (il est juif, après tout). En Afghanistan, le quota de femmes au Parlement imposé par les Américains n'a pas seulement entraîné un large ressentiment, mais a coûté quelques vies, y compris celle d'une élue tuée par son mari pour avoir déshonorié sa famille et scandalisé les mollahs locaux en contredisant un homme en public – dans un débat parlementaire télévisé.

En d'autres termes, « intégrer les activités civilo-militaires » pour améliorer les conditions locales n'exige pas de gagner un soutien populaire – qui ne serait pas automatiquement décisif, ni même simplement important.

Le rôle du renseignement

Le très long chapitre sur « Le renseignement dans la contre-insurrection » reflète la difficulté cruciale de la guerre contre-insurrectionnelle : l'ennemi invisible peut choisir quand émerger de sa cachette pour lancer son attaque, de plus en plus à distance. Partout inférieurs en puissance de feu – et en Irak, sinon en Afghanistan, en nombre également –, les insurgés seraient facilement vaincus s'ils devenaient visibles. Les auteurs en tirent la conclusion que le renseignement doit identifier les insurgés dans la population, proposition très discutable comme nous le verrons.

À partir de ces prémisses, les titres qui suivent pointent les différentes façons de venir à bout de l'invisibilité des insurgés, usant de toutes les sources, toutes les méthodes et de tous les outils du renseignement. La première section « Caractéristiques du renseignement dans la contre-insurrection » met en valeur le besoin de capacités modulées, quand la cible est « peu contrastée », par opposition aux aérodromes ou aux navires de guerre. Puis viennent « la planification pré-déploiement et la préparation du champ de bataille par le renseignement » : on reconnaît dans cette section la spécificité de la contre-insurrection en termes de temps, d'espace, de population, de culture, et par rapport aux objectifs du renseignement pour la guerre régulière. Il faut par exemple disposer d'interrogeurs arabisants entraînés si un pays arabe est envahi et, à un niveau moins élémentaire, il vaut mieux avoir quelques notions culturelles avant d'analyser le comportement des gens du cru.

Puis une troisième section présente les « Opérations de reconnaissance, surveillance et renseignement », où les forces régulières, leurs capteurs et leurs plateformes habituels tentent de débusquer des insurgés insaisissables. Des moyens aussi sophistiqués et coûteux que les *F-15* et les *F-18* avec les senseurs les plus récents sont censés détecter et traquer l'homme, l'enfant, l'âne susceptibles de transporter – ou non – un « engin explosif improvisé » jusqu'à l'endroit prévu.

Contre-renseignement et échange de renseignements

Suivent deux sections sur « Contre-renseignement et contre-reconnaissance ». Le second de ces termes est assez simple : avant d'attaquer une cible, il faut l'observer pour planifier l'action, et les observateurs peuvent être repérés par des défenseurs en alerte. La meilleure façon de protéger une cible potentielle est d'anticiper l'attaque par la contre-surveillance (ou « contre-reconnaissance »), pour devancer ou prendre en embuscade les assaillants.

Le point délicat est la partie concernant le « contre-renseignement », qui souligne la probable infiltration d'insurgés parmi les forces locales supposées combattre l'insurrection. En Irak, beaucoup, sinon la plupart, des chiites de l'armée et de la police répondent en réalité aux ordres d'une des milices chiites, y compris l'Armée du Mahdi, qui à l'occasion lance des attaques surprises contre les forces américaines et britanniques. De même, beaucoup des Kurdes qui sont payés par le gouvernement ou directement par les Américains sont au service de

En Irak, beaucoup de chiites de l'armée et de la police répondent en réalité aux ordres d'une des milices chiites

Massoud Barzani ou de Jalal Talabani, qui ont commerce sous label du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) ou de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Plus dangereux, les sunnites de l'armée et de la police, entraînés, équipés, payés pour combattre l'insurrection sunnite, sont justement susceptibles de l'aider, ou d'être eux-mêmes des insurgés, disons provisoirement détachés près des forces gouvernementales... C'est la seule façon pour les sunnites dont les familles vivent au milieu de leurs coreligionnaires de percevoir un salaire, et de garder leur famille en vie.

Une dernière section traite ensuite de « Collaboration et fusion du renseignement » : partage et intégration du renseignement, qui arrive par des canaux multiples, mais doit être regroupé thématiquement. C'est vrai dans la guerre régulière, mais plus critique quand les cibles sont instables, peu contrastées, quand elles sont rarement identifiables.

Éthique et logistique

Les récents scandales expliquent sans doute le chapitre sur « Le commandement et l'éthique dans la contre-insurrection », tout comme le suivant, intitulé « Construire et faire durer une capacité logistique contre-insurrectionnelle », reflète les difficultés de l'expérience irakienne.

Le ravitaillement en munitions, le plus important avec celui en essence dans les opérations régulières, ne pose que peu de problèmes puisque la consommation en est faible ; pourtant, la logistique est un grave problème en Irak, les fournitures nécessaires ne pouvant pas aller de A à B sans risquer des attaques destructrices, des détournements par des milices ayant besoin de ravitaillement, ou des bandits, des pillages occasionnels par des civils ordinaires (la population compte de nombreux prédateurs naturels, probablement à cause de la proportion importante d'ex-nomades ou de leurs descendants pour qui les razzias demeurent une tradition virile et honorable). Les convois de camions sont moins efficaces et plus en sécurité, mais cette sécurité dépend de la qualité de leurs escortes, rares et chères si ce sont des troupes américaines (les Britanniques, proches de la mer selon leur habitude, sont plus facilement ravitaillés), moins rares mais encore plus chères s'il s'agit de gardes privés sous contrat, très peu chers mais très peu fiables s'il s'agit de militaires ou de policiers irakiens. En conséquence, des heures d'hélicoptère très onéreuses sont souvent dépensées pour transporter des approvisionnements sans grande valeur ni urgence : c'est une des raisons pour lesquelles l'occupation coûte si cher, alors même que très peu de matériel y est employé.

Cependant, et en dépit de toutes les assurances de « partenariat », quand l'US Air Force a essayé d'aider l'US Army (... et de la dissuader

d'acheter ses propres avions de théâtre), lui fournissant une navette régulière de C-130 entre le Koweït et différentes bases de l'armée de terre américaine en Irak, les avions finirent par voler à vide : il était plus facile pour les formations de l'US Army d'utiliser leurs propres petits avions et hélicoptères plutôt que d'être en « interface » avec l'armée de l'air...

Langue et histoire

Un appendice est consacré au « soutien linguistique ». Triste constat, si l'on met en parallèle l'étonnante incapacité des forces militaires et des services de renseignement américain, avec l'abondance de civils américains parlant toutes les langues étrangères connues ou les brillants résultats de l'US Navy ou de l'US Army, habituées à produire autant de bons linguistes en chinois et japonais qu'elles le désirent en sélectionnant les aptitudes naturelles, en donnant aux élus un an de cours intensifs – huit heures par jour, six jours par semaine – et en renvoyant rapidement ceux qui échouent à se maintenir à niveau. Rien n'empêche de faire de même pour l'arabe, le persan et, disons, l'azéri. Rien, si ce n'est le manque de volonté pour investir dans l'avenir, et probablement le manque de volontaires désireux d'apprendre une langue dans de telles conditions, pendant un an ou plus.

Le document se clôt sur une liste de lectures recommandées, dont l'un des premiers titres est *Small Wars : A Tactical Handbook for Imperial Soldiers*² (1890), de Charles E. Calwell. Le précédent manuel de campagne de contre-insurrection 07-22 ouvrait sa liste par *Services spéciaux, Algérie 1955-1957*³ de Paul Aussaresses. Est-ce à dire que la doctrine de la contre-insurrection aurait évolué à rebours, des doutes des années 1950 aux certitudes de 1890 ?

La contre-insurrection en pratique : l'Irak

Redoutables contre des ennemis rassemblés, les forces armées des pays les plus développés, dont celles des États-Unis, sont peu efficaces pour combattre des insurgés. Cela a été longuement démontré, sous toutes les formes, au Vietnam, même si parfois une unité régulière nord-vietnamienne, qui s'était aventurée à combattre de façon conventionnelle, a pu être détruite.

La même proposition est partout démontrée en Irak, au détriment de la réputation de sagesse et de force des États-Unis, qui utilisent improprement

2. Nouvelle édition : *Small Wars : Their Principles and Practice*, Lincoln (NE), University of Nebraska Press, 1996.

3. Paris, Perrin, 2001 (traduction anglaise : *The Battle of The Casbah : Terrorism and Counter-Terrorism in Algeria, 1955-1957*, New York, Enigma Books, 2002).

de bons soldats, gaspillent d'énormes sommes d'argent dans des opérations aériennes et terrestres ingénieuses mais inefficaces, infligent des souffrances supplémentaires aux Irakiens, et sont responsables de la mort de jeunes Américains dont on peut craindre que le sacrifice soit vain.

Grâce à leurs ressources abondantes, à leur compétence, à leur savoir-faire, à leur moral et à leur discipline, les armées américaines, et à un moindre degré celles des autres pays développés, peuvent le plus souvent délivrer une puissance de feu bien plus importante que celle de leurs adversaires. De nos jours, leurs frappes atteignent régulièrement une précision remarquable grâce aux senseurs qui éclairent la cible même si la visibilité est faible, grâce à des plateformes et des armes qui peuvent atteindre n'importe quel point du globe, à des équipements de guidage à tête chercheuse, et à des réseaux de commandement et de communication combinant toutes ces capacités.

Confrontés à une puissance de feu très supérieure, les insurgés s'efforcent d'être le plus insaisissables possible – et, tandis que les cibles diminuent, la valeur de la puissance de feu en fait autant.

Mais il y a plus : la question politique, des deux côtés, est trop peu présente dans le « FM 3-24 Draft ».

À moins qu'ils ne bornent leurs opérations à des régions désertiques, où personne ne les observe, les insurgés doivent au moins bénéficier de la coopération passive des habitants. Que ceux-ci ne rapportent pas la présence des insurgés aux autorités par sympathie pour leur cause, ou par peur de leur vengeance, importe peu. Dans les deux cas, les insurgés – et non les autorités – ont le contrôle de la population qui les entoure. Cet avantage essentiel permet à des insurgés motivés de surmonter toutes les faiblesses en matière de tactique ou d'armes.

La manière a été rendue familière par les insurrections passées : en Irak, les insurgés vivent en toute sécurité dans les villes, villages et quartiers arabes sunnites, et n'en sortent que pour poser des bombes ou lancer des attaques quand cela leur convient, avant de reprendre leurs paisibles identités civiles.

Ils peuvent passer inaperçus de leurs voisins quand ils sont inactifs, mais non quand ils prennent les armes ou se rassemblent pour des opérations, tandis que les volontaires étrangers dans leurs rangs attirent nécessairement l'attention à cause de leurs accents et de leurs comportements qui les distinguent. Beaucoup de résidents savent sans doute qui sont les insurgés, où ils cachent leurs stocks d'explosifs et de munitions,

mais ne le disent pas. C'est pourquoi l'armée de terre américaine ou les Marines n'arrivent pas à les débusquer, à moins qu'ils ne choisissent de se découvrir en engageant le combat direct, ce qu'ils ne font bien sûr que rarement, et seulement s'ils pensent être nettement en position de force. Ainsi des patrouilles le plus souvent vaines exposent-elles les soldats aux mines et aux explosifs maniés à distance, aux snipers et aux obus de mortier qui leur infligent des pertes quotidiennes.

Toutes les formes de renseignement technique et tous les senseurs imaginables sont utilisés pour compenser le manque de renseignement humain : y compris des radars à ouverture synthétique embarqués sur de gros quadrimoteurs, et les pods de senseurs de visée vidéo et infrarouge de dernière génération sur des chasseurs biplaces. Le coût de ces vols est énorme – des centaines de millions de dollars par mois –, pour des résultats très minces. Le but est de rassembler des images immédiatement exploitables, en particulier de nuit, montrant par exemple des insurgés en train de placer des bombes le long des routes de patrouilles américaines ou s'approchant d'oléoducs avec des explosifs. À défaut, on espérait que des activités pouvant être reliées à l'insurrection seraient repérées pour enquête ultérieure, comme par exemple des gens apportant furtivement, de nuit, quelque chose dans des bâtiments isolés. En pratique, à moins qu'ils ne portent des armes reconnaissables, il est simplement impossible de distinguer les insurgés de simples civils vaquant paisiblement à leurs occupations. Dans le même temps, des équipements très sophistiqués et coûteux, très efficaces pour repérer des blindés, des bunkers, des lanceurs de missiles ou une quelconque cible classique immédiatement reconnaissable, sont quotidiennement employés en vain pour repérer une livraison de quelques dollars de nourriture, ou l'emplacement d'engins explosifs qui peuvent être très facilement improvisés. Un aspect parmi d'autres de l'inadaptation structurelle des armées modernes à des ennemis insaisissables, qui ne constituent pas des cibles stables.

L'avantage politique essentiel des insurgés – réduire les populations locales au silence – ne peut être contré par des moyens techniques

L'avantage politique essentiel des insurgés – réduire les populations locales au silence – ne peut être contré par des moyens techniques, aussi avancés soient-ils. Les méthodes et tactiques de contre-insurrection améliorée prônées par le « FM 3-24 Draft » ne sont pas d'un plus grand secours. Peu d'insurgés engagent directement le combat, l'insurrection prenant des formes souterraines, depuis l'infiltration du gouvernement jusqu'aux attentats, aux sabotages et aux assassinats, si bien que les défaites tactiques qui leur sont infligées, y compris la mort de leurs principaux chefs ou héros,

n'ont pas d'impact perceptible sur le volume de la violence ou ses conséquences politiques.

En Irak, une façon de trouver les insurgés bien meilleure que les patrouilles ou les senseurs, quelle que soit leur sophistication, est censée exister : l'armée et la police irakiennes. Leur recrutement, leur entraînement, leur équipement et leur entretien, très coûteux en argent et en sang versé, ne donnent que de maigres résultats, parce que le facteur politique est encore une fois central, et encore une fois défavorable.

Il est aisé de recruter des auxiliaires locaux dans n'importe quel pays pauvre et c'est le cas en Irak pour les chiïtes, les Kurdes, même les Arabes sunnites – durant ces dernières décennies, c'est ainsi que beaucoup gagnaient leur vie, exploitant leur accès privilégié, comme Arabes et sunnites, aux salaires recherchés de l'armée et de la police. Les autres postes étaient moins attirants, réclamaient un vrai travail, et ils sont de toute façon devenus très rares aujourd'hui. Bien que volontaires pour porter l'uniforme et, jusqu'à un certain point, pour s'entraîner, les Arabes sunnites sont naturellement peu enclins à aider à capturer ou à tuer des insurgés qui se battent pour restaurer la prépondérance arabo-sunnite en Irak. De plus, leurs familles feraient face à un danger mortel s'ils étaient suspectés de loyauté envers leur gouvernement, et au-delà, envers les Américains. Certains de ces policiers et militaires disposent d'informations sur les insurgés, savent exactement où ils sont, mais ne sont d'aucune aide pour les trouver puisqu'ils sont eux-mêmes insurgés. Même s'ils reçoivent l'ordre exprès de passer à l'action, dans les rares occasions de combat déclaré, la plupart des policiers et soldats arabo-sunnites ne combattent pas. S'ils ne peuvent tranquillement rester à l'arrière, ils désertent, habituellement avec leurs armes. Les unités de la police et de l'armée tenues en main par les chiïtes et les Kurdes ne sont pas activement déloyales, mais ne peuvent pas non plus réunir de renseignements sur les insurgés. Les Arabes sunnites ne leur font pas plus confiance qu'aux Américains, peut-être encore moins puisque tôt ou tard ces derniers quitteront l'Irak, mais pas les Kurdes ni les chiïtes, qui sont de ce fait leurs plus grands ennemis.

La contre-insurrection se situe sur un terrain politique défavorable : c'est un simple état de fait, en Irak comme ailleurs ; si les insurgés ne bénéficiaient pas, à tout le moins, de la collaboration passive de la population, ou ne parvenaient pas à l'imposer, ils n'auraient aucune chance de survivre.

Une manière facile et fiable de battre n'importe quelle insurrection

Des forces armées tout à fait régulières, sans doctrine de contre-insurrection ni entraînement particulier ont, par le passé, régulièrement défait des insurgés, en utilisant quelques méthodes éprouvées. Il suffit de les examiner pour voir pourquoi les forces armées américaines, ou celles de n'importe quel autre pays développé et/ou démocratique, ne peuvent y avoir recours.

Le point de départ très simple est que les insurgés ne sont pas les seuls à pouvoir intimider les civils en général, ou même les terroriser, s'il faut en arriver là. Par exemple, chaque fois que l'on croit que des insurgés sont présents dans une aire relativement circonscrite, un village, une petite ville ou un quartier distinct d'une ville – une situation très courante en Irak à l'heure actuelle, comme dans d'autres conditions insurrectionnelles –, les notables locaux pourraient être contraints de les remettre aux autorités sous peine de châtiments croissants, allant jusqu'aux exécutions de masse.

Utilisée par beaucoup avant et depuis la Seconde Guerre mondiale, c'était la procédure standard des forces armées allemandes pendant ce conflit et elle s'est révélée très efficace pour contenir les mouvements de résistance avec très peu de troupes. À rebours des films et livres décrivant les héroïques exploits de la résistance dans l'Europe occupée, les historiens militaires ont illustré le calme dont ont pu jouir les occupants allemands la plupart du temps, et la normalité de la collaboration, non seulement de la part de « collaborateurs » notoires, comme tel imprudent poète français ou tel politicien norvégien raté, mais aussi d'un grand nombre de gens ordinaires : les cheminots polonais, par exemple, garantissant le ravitaillement du front de l'Est allemand dans son ensemble. Les attaques audacieuses de la résistance que montrent les films eurent bien lieu, mais rarement ; non par manque de courage pour combattre des Allemands habituellement si redoutables, mais à cause des terribles châtiments que ces derniers infligeaient à la population, en exécutant le plus souvent de nombreux otages pour chaque Allemand tué.

Des occupants peuvent ainsi réussir sans méthode ni tactique de contre-insurrection d'aucune sorte, s'ils sont décidés à contre-terroriser les insurgés, la peur des représailles l'emportant sur le désir éventuel d'aider l'insurrection. Les Allemands ont également mis au point des formes sûres et économiques d'occupation en exploitant les attaques isolées de la résistance pour parvenir à des effets de démonstration bien plus importants. Les estafettes allemandes isolées à moto pouvaient facilement être

**Des occupants peuvent réussir
sans méthode ni tactique
de contre-insurrection
s'ils sont décidés à
contre-terroriser les insurgés**

renversées par des fils tendus en travers de la route, ou interceptées et tuées, mais alors des troupes arrivaient sur les lieux pour détruire ou brûler les bâtiments alentour, ou le village le plus proche, arrêtant et tuant quiconque était soupçonné ou avait simplement le malheur de se trouver là. Après cela, après que la rumeur des terribles événements eut été dûment répandue, et le plus souvent dûment exagérée, les motos allemandes pouvaient poursuivre leur route en sûreté, jusqu'à atteindre une partie du monde encore ignorante des faits, où la séquence se répétait.

Dans le Vietnam en guerre, Viêt-Cong et Nord-Vietnamiens étaient passés maîtres dans l'utilisation de la terreur pour sécuriser leur contrôle territorial, et étaient prêts à user de n'importe quel degré de violence contre les civils, depuis des assassinats individuels innombrables jusqu'à des exécutions massives, comme à Hué en 1968. La cause communiste avait ses adhérents enthousiastes, ses « compagnons de route », et ses suiveurs opportunistes, mais les Vietnamiens qui n'en faisaient pas partie, tout en n'étant pas des ennemis déclarés, étaient contraints de collaborer activement ou passivement par la menace d'une violence si largement employée.

C'est exactement ce que les insurgés font actuellement en Irak, et ce n'est pas une coïncidence, puisque tel est le cas de toutes les insurrections. Les habitants qui ne sont pas d'emblée compréhensifs, et ne peuvent pas être recrutés pour la cause, sont forcés de collaborer par la peur des violences exercées contre eux ou leur famille, peur immédiatement renforcée par l'assassinat, à titre d'exemple, de ceux qui persistent à refuser d'aider la résistance : la neutralité n'est pas une option autorisée.

Par contraste, la capacité des forces armées américaines à infliger des punitions collectives ne s'étend guère au-delà des couvre-feux ou d'autres restrictions du même type – restrictions certes gênantes, peut-être suffisantes pour imposer de vraies épreuves, mais évidemment trop faibles pour terroriser les insurgés. Inutile de préciser que les Américains ne voudraient jamais laisser leurs forces armées outrepasser cette limite, ce qui a pour effet de laisser de fait aux insurgés le contrôle de la population, le vrai « terrain » de l'insurrection.

Bien sûr, les fonctions administratives du gouvernement peuvent aussi être employées contre les insurgés, de façon moins irrésistible peut-être, mais sans que l'on doive recourir à la violence. Partout les insurgés cherchent à interdire toute forme de collaboration avec les autorités, mais

ils ne peuvent normalement pas empêcher les civils d'entrer dans les bureaux gouvernementaux pour demander les licences, les autorisations obligatoires, les permis de circuler, etc. Ceci offre aux officiers de renseignement la possibilité de demander aux postulants des informations sur les insurgés, en échange de l'approbation de leur requête ou d'autres récompenses. Cette méthode efficace et directe a été largement utilisée et, si aucune raison éthique ou légale n'empêche les forces armées américaines d'y recourir, elle réclame la machine d'un gouvernement militaire, avec des services administratifs destinés aux civils. Pendant et après la Seconde Guerre mondiale, l'US Army et l'US Navy ont gouverné la zone américaine en Allemagne, l'ensemble du Japon et des parties de l'Italie. À l'origine, les officiers américains étaient eux-mêmes les administrateurs, assistés par des officiels locaux qu'ils choisissaient de ré-employer. Depuis, néanmoins, les États-Unis ont évité le rôle d'occupant, préférant, non pas comme au Vietnam hier, mais comme en Irak aujourd'hui, laisser le gouvernement aux locaux, tout en assumant le rôle inconfortable d'un allié surpuissant disposant de troupes sur place, et disposé à fournir une aide militaire, mais pas une administration civile.

Ceci reflète un autre type de logique politique, manifeste dans l'ambivalence d'un gouvernement américain qui entend mener ou déclencher des guerres en raison de menaces possibles, qui entend conquérir des territoires, voire des pays entiers, mais ne veut pas gouverner ce qu'il a conquis, même pour quelques années.

C'est pourquoi, en dépit du talent déployé dans son écriture, les prescriptions du « FM 3-24 Draft » sont au final d'une assez faible utilité, voire d'aucune. Toutes ses méthodes améliorées, toutes ses tactiques ingénieuses, tous ses préparatifs circonspects, tout l'argent et le sang que les États-Unis ont accepté de verser, ne surmonteront pas le handicap dû à l'ambivalence d'occupants qui refusent de gouverner, et à leur inévitable refus de principe de terroriser les insurgés, condition pourtant nécessaire et suffisante d'une occupation tranquille.



MOTS CLÉS

Guerre asymétrique
Contre-insurrection
Politique étrangère américaine
Irak